Chambre des Représentants.

SESSION DE 1898-1899.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JUILLET 1899.

~~~~

## FEUILLETON AU 10 AOUT 1899.

## PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton. Numéros du registre des pétitions.

4. 3657. Par pétition datée de Visé,

Des préposés de douane, à Visé, sollicitent l'intervention de la Chambre au sujet de l'application de la circulaire de M. le Ministre des Finances, n° 45979, du 23 août 1897, relative au chevron d'ancienneté.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics.

2. 3658. Par pétition datée de Zwijndrecht, le 30 juin 1899, Le collège échevinal de Zwijndrecht prie la Chambre de modifier la loi du 5 avril 1875 sur la rémunération de milice, de telle façon que les avantages de cete loi soient étendus à tous les citoyens indistinctement.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

3. Par pétition datée de Scharheck, les 21 et 28 juin 1899,
Le sieur Van Snick, à Schaerbeek, préconise l'établissement d'un chemin de fer électrique de Bruxelles à
Anvers avec correspondance à l'intérieur de Bruxelles.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

 $[N \circ 28 J.]$  (2)

Numéros du feailleton. Numéros du registre des pétitions.

4. 3660.

Par pétition datée de Maurage, le 2 juillet 1899,

3710. 3714. Des gardes-champètres du canton du Rœulx proposent des mesures tendant à améliorer leur position.

Même demande de commissaires de police, gardeschampêtres et agents de police du canton de Tamise et de gardes-champêtres du canton de Lenniek-Saint-Quentin.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

5. 3678. Par pétition datée de Mons, le 5 juillet 1899,

La dame Donatine Moreau, à Mons, expose la situation qui serait faite à son fils à l'Administration des chemins de fer de l'Etat et sollicite en faveur de celuici l'intervention de la Chambre.

Décision : Rentoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes

6. 3682. Par pétition datée de Montquintin, le 6 juillet 1899,

Des habitants de la section de Montquintin, commune de Dampicourt, exposent la situation qui est faite aux pères de famille de cette localité par suite de la suppression de l'école communale de la section de Montquintin et ils sollicitent l'intervention de la Chambre pour que leurs enfants puissent fréquenter l'école de Couvreux, qui est la plus proche de Montquintin.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

7. 3683. Par pétition datée de Namur, le 6 juillet 1899,

Le collège échevinal de Namur transmet un vœu émis par le conseil communal de cette ville en faveur de la prise en considération par le Gouvernement des désidérata formulés par le Comité anversois de la défense de la batellerie belge.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics.

8. 5685 Par pétition datée de Ampsin (Liége), le 26 mai 1899, 5696. Le conseil communal d'Ampsin appuie une pétition du conseil communal d'Anderlecht priant la Chambre de

Numéros Numéros du du registre des feuilleton. pétitions.

> se prononcer sur la légalité des associations intercommunales d'assurance contre l'incendie.

Même demande du conseil communal de Gilly.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

9. 3686. Par pétition datée de Fontaine-l'Évêque,

Des gardes-champêtres et agents de police du canton de Fontaine-l'Évêque demandent la création d'une caisse de pension pour tous les agents de la police indistinctement.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

10. 5687. Par pétition datée de Gand, le 20 mars 1899,

Des habitants de Gand signalent les protestations qui accueillent l'application des nouvelles formules de commandement imposées à la garde civique et émettent le vœu de voir appliquer à la garde civique les théories et les commandements en vigueur dans l'armée belge.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

11. 5699. Par petition datée de Châtelineau, le 18 juillet 1899, La sieur Jean Vranken, à Châtelineau, sollicite un secours.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

12. 3700. Par pétition datée de Bruxelles, le 19 juin 1899,

M. Melot, président de la Commission administrative du Cercle artistique et littéraire de Bruxelles, transmet un vœu en faveur de la prompte exécution du projet Maquet relatif au dégagement des musées et des collections publiques adjacentes.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics.

Numéros du feuilleton. Numéros du registre des pétitions.

15. 3705.

Par pétition datée de Messelbrock, le 14 juillet 1899,

Des cultivateurs de Messelbroek sollicitent l'intervention de la Chambre pour obtenir que, à chaque saison d'été, des mesures soient prises dans le but de prévenir les inondations causées par le débordement du Démer entre Sichem et Langdorp et particulièrement aux environs de Messelbroek.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics.

14. 3709. Par pétition datée de Lichtervelde, le 15 juillet 1899,

Des instituteurs du canton de Thourout demandent
que les instituteurs démissionnaires en 1879 soient
réintégrés dans leurs droits à la pension.

(4)

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

15. 3715. Par pétition datée de Tertre, le 23 juillet 1899,

Le sieur Caille, à Tertre, expose les circonstances à la suite desquelles ses deux fils ont été appelés sous les drapeaux, et il sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exemption du plus jeune de ses fils du service militaire.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

16. 3716. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 juillet 1899,
Des secrétaires communaux, à Bruxelles, prient la
Chambre de donner son adhésion aux modifications
qu'ils proposent d'apporter au paragraphe 2 de l'article
unique de la loi du 3 juillet 1894 revisant l'article 111
de la loi communale, relatif au traitement minimum
des secrétaires communaux.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

17. Par pétition datée de Schaerbeck, le 26 juillet 1899, Le sieur D'heydt, à Schaerbeck, sollicite l'intervention de la Chambre pour que la pension dont il jouit lui soit servie intégralement.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.